

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/206029]

**9 DECEMBRE 2021. — Décret modifiant la loi du 20 juillet 2001
visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. À l'article 2 de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, modifié en dernier lieu par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, 2^o, les mots « , désignée par l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, » sont insérés entre les mots « la société » et les mots « qui émet les titres-services »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, c., les mots « ont droit à » sont remplacés par les mots « sont inscrits comme chercheurs d'emploi auprès d'un service public de l'Emploi compétent en Belgique et ont droit, le cas échéant, »;

3^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le f. est remplacé par ce qui suit :

« f. ne pas :

1) se trouver en état de faillite;

2) avoir, dans les trois années écoulées, été impliquée dans une faillite, liquidation ou opération similaire; »;

4^o paragraphe 2, alinéa 1^{er}, g., les mots « compte une personne qui, dans les cinq années écoulées, » sont insérés entre les mots « l'entreprise » et les mots « a participé à la session d'informations »;

5^o le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est complété par les i., j., k., l. et m., rédigés comme suit :

« i. l'entreprise ne compte pas, ni directement ni par interposition de personnes, parmi les administrateurs, gérants, mandataires ou personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, une personne qui :

1) est privée de ses droits civils et politiques;

2) s'est vu interdire d'exploiter une entreprise en vertu du Livre XX, Titre IX, du Code de droit économique;

3) dans les cinq années écoulées, a été déclarée responsable des engagements ou dettes d'une société ou association en faillite ou pour laquelle le juge n'a pas prononcé l'effacement des dettes;

4) dans les cinq années écoulées, a été condamnée pour toute infraction commise en matière fiscale, sociale ou dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité de l'entreprise agréée;

5) dans les trois années écoulées, a été impliquée dans une faillite, liquidation déficitaire ou opération similaire;

6) dans les trois années écoulées, a été impliquée dans une entreprise dont l'agrément a été retiré;

7) dans les dix années écoulées, a été condamnée pour des faits de harcèlement ou des pratiques discriminatoires;

j. l'entreprise respecte, vis-à-vis des utilisateurs, les règles de protection des consommateurs, telles que prévues au Livre VI du Code de droit économique;

k. à partir de la quatrième année civile qui suit l'année d'octroi de l'agrément, la moyenne de la durée de travail hebdomadaire conventionnelle des travailleurs engagés dans un contrat de travail titres-services et occupés dans une unité d'établissement située en Région wallonne de l'entreprise agréée atteint au moins dix-neuf heures, selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

l. l'entreprise agréée offre annuellement neuf heures de formation à chaque travailleur équivalent temps plein engagé dans le cadre d'un contrat de travail titres-services et occupé dans une unité d'établissement située en Région wallonne, selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

m. l'entreprise respecte la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, le Code de bien-être au travail et la convention collective de travail n^o 72 du 30 mars 1999 concernant la gestion de la prévention du stress occasionné par le travail et n'a pas été condamnée pour des faits de harcèlement ou de pratique discriminatoire. »;

6^o dans le paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l., par formation, l'on entend les formations professionnelles qui permettent l'acquisition de compétences liées aux activités titres-services ainsi que les formations professionnelles qui favorisent la mobilité professionnelle des travailleurs au sein du secteur des titres-services ou en dehors de celui-ci. Lorsque le travailleur est engagé à temps partiel, le nombre minimal d'heures de formation à organiser est adapté selon les modalités déterminées par le Gouvernement. »;

7^o au paragraphe 2, ancien alinéa 5, devenu 6, les mots « Conseil économique et social de Wallonie » sont remplacés par les mots « Conseil économique, social et environnemental de Wallonie ».

Art. 2. À l'article 2*bis* de la même loi, inséré par la loi du 22 juin 2012 et modifié par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque l'entreprise ne remplit plus les conditions d'agrément visées à l'article 2, § 2, alinéas 1^{er} à 3, l'intervention régionale dans le coût des titres-services qui sont transmis à la société émettrice aux fins de remboursement est partiellement perdue. »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « seront retenus » sont remplacés par les mots « sont perdus »;

3^o au paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le Gouvernement peut désigner les services qui appliquent la mesure visée aux alinéas 1^{er} et 2 lorsque l'entreprise ne satisfait pas à la condition d'agrément visée à l'article 2, paragraphe 2, alinéa 1^{er}, e. »;

4° au paragraphe 2, ancien alinéa 3, devenu alinéa 4, le mot « retenus » est remplacé par le mot « perdus »;

5° au paragraphe 2, ancien alinéa 4, devenu alinéa 5, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° les conditions et les modalités concernant la perte des montants visés aux alinéas 1^{er} et 2, leur versement et leur destination; »

6° il est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Toute somme à restituer ou à payer à l'entreprise agréée, y compris à l'entreprise agréée en faillite, dans le cadre de la présente loi peut être affectée sans formalité par l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi à l'apurement des dettes qui lui sont dues par l'entreprise agréée. ».

Art. 3. À l'article 2^{ter}, alinéa 2, de la même loi, inséré par le décret du 28 avril 2016, les mots « § 1^{er}, » sont insérés entre les mots « 2^{bis}, » et les mots « de la loi ».

Art. 4. À l'article 3^{bis} de la même loi, inséré par la loi du 4 juillet 2011 et modifié par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les services désignés par le Gouvernement peuvent interdire à l'utilisateur de commander et d'utiliser des titres-services pendant une période d'un an lorsqu'il a, de manière intentionnelle :

1° participé à une infraction commise par l'entreprise à la présente loi ou ses arrêtés d'exécution ou;

2° créé une situation de fait où un travailleur occupé dans le cadre d'un contrat de travail titres-services est menacé ou agressé psychiquement ou physiquement lors de l'exécution du travail;

3° adopté un ensemble abusif de conduites similaires ou différentes, qui se produisent un certain temps, qui ont pour objet ou pour effet de porter atteinte à la personnalité, la dignité ou l'intégrité physique ou psychique d'un travailleur occupé dans le cadre d'un contrat de travail titres-services, lors de l'exécution de son travail, de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant et qui se manifestent notamment par des paroles, des intimidations, des actes, des gestes ou des écrits unilatéraux, ces conduites pouvant notamment être liées à l'âge, à l'état civil, à la naissance, à la fortune, à la conviction religieuse ou philosophique, à la conviction politique, à la conviction syndicale, à la langue, à l'état de santé actuel ou futur, à un handicap, à une caractéristique physique ou génétique, à l'origine sociale, à la nationalité, à une prétendue race, à la couleur de peau, à l'ascendance, à l'origine nationale ou ethnique, au sexe, à l'orientation sexuelle, à l'identité et à l'expression de genre ou;

4° adopté un comportement non désiré verbal, non verbal ou corporel à connotation sexuelle, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'un travailleur occupé dans le cadre d'un contrat de travail titres-services ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Cette interdiction peut être renouvelée à l'égard de l'utilisateur qui a commis l'un des faits visés à l'alinéa 1^{er}, après avoir déjà subi une telle interdiction. Dans ce cas, la période d'interdiction dure, selon la gravité des faits, entre un et cinq ans. ».

Art. 5. À l'article 6 de la même loi, modifié par la loi du 30 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« L'utilisateur et l'entreprise agréée concluent une convention qui est constatée par écrit. Cette convention contient les mentions minimales suivantes :

1° les tâches autorisées;

2° un rappel de l'interdiction de discrimination et de harcèlement dans le cadre de l'exécution de la convention;

3° les modalités selon lesquelles une prestation prévue est annulée;

4° les modalités selon lesquelles l'entreprise agréée répare l'éventuel dommage causé aux biens ou aux personnes dans le cadre de l'exécution de la convention;

5° lorsque l'utilisateur met à disposition du matériel ou des produits, les caractéristiques obligatoires du matériel ou des produits;

6° lorsque les activités sont réalisées au lieu de résidence de l'utilisateur, les modalités selon lesquelles l'entreprise agréée peut se rendre au domicile de l'utilisateur afin de veiller au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. »;

2° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré après le nouvel alinéa 1^{er} :

« Lorsque la convention visée à l'alinéa 1^{er} prévoit la possibilité de réaliser les activités au lieu de résidence de l'utilisateur, l'entreprise agréée accompagne le travailleur sur le lieu d'exécution avant le premier accomplissement de tout travaux ou service de proximité afin de veiller au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. »;

3° à l'ancien alinéa 2, devenu alinéa 4, les mots « déterminer les dispositions minimales » sont remplacés par les mots « compléter les mentions minimales ».

Art. 6. À l'article 10, alinéa 2, de la même loi, modifié par le décret du 28 avril 2016, il est ajouté un tiret rédigé comme suit :

« - le critère de genre. ».

Art. 7. À l'article 10^{ter} de la même loi, rétabli par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, le 4° est abrogé;

2° il est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Est puni soit d'une amende pénale de 50 à 500 euros, soit d'une amende administrative de 25 à 250 euros, l'employeur, son préposé ou son mandataire qui, en contravention avec la présente loi :

1° a représenté l'utilisateur pour l'application de l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, ou de l'article 6 de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services ou qui représente le travailleur pour signer le titre-service;

2° n'a pas attribué par priorité à un travailleur qui, en raison de son occupation à temps partiel, est inscrit comme chercheur d'emploi auprès d'un service public de l'Emploi compétent en Belgique et bénéficie ou non, le cas échéant, d'une allocation de chômage, d'un revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière, un emploi à temps plein ou un autre emploi à temps partiel qui, presté seul ou à titre complémentaire, lui procure un régime à temps partiel nouveau, dont la durée de travail hebdomadaire est supérieure à celle du régime de travail à temps partiel dans lequel il travaille déjà; »;

3° a détenu les codes d'identification de l'utilisateur. ».

Art. 8. L'article 10^{quater} de la même loi, rétabli par le décret du 28 avril 2016 et modifié par le décret du 28 février 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10^{quater}. § 1^{er}. Est puni d'une amende administrative de 50 à 200 euros, l'employeur, son préposé, ou son mandataire qui, en contravention avec la présente loi et ses mesures d'exécution, n'a pas respecté l'obligation fixée par ou en vertu de l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, k. ou l.

L'amende administrative est multipliée par le nombre d'heures de formation non organisées et le nombre de travailleurs concernés.

§ 2. Est punie d'une amende administrative de 10 à 20 euros, l'entreprise agréée qui n'a pas respecté l'obligation prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}.

L'amende administrative est multipliée par le nombre de conventions n'ayant pas été constatées par écrit.

§ 3. Est punie d'une amende administrative de 10 à 100 euros, l'entreprise agréée qui fournit des informations inexactes dans le cadre des demandes de remboursement partiel des frais de formation.

§ 4. Est punie d'une amende administrative de 10 à 100 euros, l'entreprise agréée qui :

1° n'a pas engagé, par année, et pour chaque unité d'établissement de l'entreprise agréée, soixante pour cent des travailleurs nouvellement engagés avec un contrat de travail titres-services qui sont, au moment de leur engagement, des demandeurs d'emploi inoccupés ou occupés à temps partiel ou des bénéficiaires du revenu d'intégration, si elle n'a pas été dispensée de cette obligation par les services désignés par le Gouvernement;

2° ne compte pas dans son entreprise une personne qui, dans les trois années écoulées, a participé à la session d'informations concernant les titres-services, organisée par les services désignés par le Gouvernement et dont le contenu est arrêté et élaboré par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

3° ne respecte pas la règle visée à l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, i.;

4° n'a pas contrôlé que les prestations concernant les activités de transport accompagné de personnes à mobilité réduite sont uniquement fournies en faveur des utilisateurs visés à l'article 1^{er}, alinéa 5, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services. ».

Art. 9. À l'article 10^{quinquies} de la même loi, rétabli par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « , §§ 1^{er} et 2, » sont insérés entre les mots

« visée à l'article 10^{ter} » et les mots « commise par un employeur »;

2° au paragraphe 2, les mots « l'article 10^{quater} » sont remplacés par les mots « l'article 10^{ter}, § 3, ».

Art. 10. À l'article 10^{sexies} de la même loi, rétabli par le décret du 28 avril 2016 et modifié par le décret du 28 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « pénale » est à chaque fois abrogé;

2° les mots « § 2, » sont insérés entre les mots « 10^{quater}, » et les mots

« l'amende ».

Art. 11. L'article 10^{septies}/2 de la même loi, inséré par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10^{septies}/2. Les personnes qui ont été condamnées, au pénal ou à des amendes administratives, comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 10^{ter} ou 10^{quater}, sont tenues solidairement au paiement intégral de l'intervention et du montant du prix d'acquisition du titre-service indûment octroyé à l'entreprise agréée.

Les personnes prévenues comme auteurs ou complices d'infractions visées aux articles 10^{ter} ou 10^{quater} sont également tenues au paiement intégral de l'intervention et du montant du prix d'acquisition du titre-service indûment octroyé à l'entreprise agréée, lorsque les faits constitutifs de prévention sont déclarés établis et qu'elles bénéficient :

1° d'une suspension du prononcé de la condamnation ou d'un sursis à l'exécution des peines, prévus par la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation;

2° d'une condamnation par simple déclaration de culpabilité, prévue à l'article 21^{ter} du Titre préliminaire du Code d'instruction criminelle;

3° de la procédure de déclaration préalable de culpabilité, prévue à l'article 216 du Code d'instruction criminelle;

4° de la prescription de l'action publique.

Les personnes physiques ou morales sont civilement et solidairement responsables des amendes et des frais résultant des condamnations prononcées en vertu des articles 10^{ter} à 10^{septies}/1 contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants ou liquidateurs dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, en droit ou en fait. ».

Art. 12. La modification insérée par l'article 1^{er}, 4^o, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.
Les points k. et l., insérés par l'article 1^{er}, 5^o et 6^o, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Donné à Namur, le 9 décembre 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

(1) Session 2021-2022.
Documents du Parlement wallon, 706 (2021-2022) N^{os} 1 à 3
Compte rendu intégral, séance plénière du 8 décembre 2021.
Discussion.
Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/206029]

9 DECEMBER 2021. — Decreet houdende wijziging van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 2 van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 28 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 1, 2^o, worden de woorden "dat door de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) wordt aangewezen en" ingevoegd tussen het woord "bedrijf" en de woorden "dat de dienstencheques uitgeeft";

2^o in paragraaf 2, eerste lid, c. worden de woorden "aanspraak maken op" vervangen door de woorden "bij een bevoegde openbare dienst voor tewerkstelling in België ingeschreven zijn en, in voorkomend geval, aanspraak maken op";

3^o in paragraaf 2, eerste lid, wordt f. vervangen als volgt:

"f. de onderneming;

1) moet niet in staat van faillissement verkeren;

2) mag in de voorbije drie jaar niet verwickeld geweest zijn in een faillissement, liquidatie of gelijkaardige verrichting;";

4^o in paragraaf 2, eerste lid, g. worden de woorden "heeft één persoon die in de afgelopen vijf jaar" ingevoegd tussen de woorden "de onderneming" en de woorden "heeft deelgenomen aan de";

5^o paragraaf 2, eerste lid, wordt aangevuld met de punten i., j., k., l. en m. die als volgt luiden :

"i. de onderneming heeft noch rechtstreeks noch via tussenpersonen onder haar bestuurders, zaakvoerders, vertegenwoordigers of personen die bevoegd zijn de onderneming te binden, een persoon :

1) wier burgerlijke en politieke rechten zijn ontnomen;

2) die een verbod heeft gekregen om een bedrijf te exploiteren krachtens Boek XX, Titel IX van het Wetboek van economisch recht;

3) die in de afgelopen vijf jaar verantwoordelijk is gehouden voor de verbintenissen of de schulden van een failliet verklaarde vennootschap of vereniging of waarvoor de rechter de kwijtschelding van de schulden niet uitgesproken heeft;

4) die in de afgelopen vijf jaar veroordeeld werd voor elke overtreding begaan op fiscaal of sociaal vlak of op het gebied van de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van de activiteit van de erkende onderneming;

5) die in de voorbije drie jaar verwickeld is geweest in een faillissement, verlieslatende liquidatie of gelijkaardige verrichting;";

6) die in de afgelopen drie jaar betrokken is geweest bij een bedrijf waarvan de vergunning is ingetrokken;

7) die in de laatste tien jaar veroordeeld is wegens intimidatie of discriminerende praktijken;

j. de onderneming neemt de in Boek VI van het Wetboek van economisch recht neergelegde regels ter bescherming van de consument ten opzichte van de gebruikers in acht;

k. vanaf het vierde kalenderjaar volgend op het jaar waarin de erkenning werd verleend, bedraagt de gemiddelde wekelijkse arbeidstijd die is overeengekomen voor werknemers met een arbeidsovereenkomst dienstencheques en die tewerkgesteld zijn in een vestigingseenheid die gevestigd is in het Waalse Gewest van de erkende onderneming, minstens negentien uur, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten;

l. de erkende onderneming biedt negen uur opleiding per jaar aan elke voltijds equivalente werknemer in dienst met een arbeidsovereenkomst dienstencheques en die werkzaam is in een vestigingseenheid in het Waals Gewest, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten;

m. de onderneming leeft de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, de Codex over het Welzijn op het Werk en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 72 van 30 maart 1999 betreffende het beleid ter voorkoming van stress door het werk na, en is niet veroordeeld voor pesterijen of discriminerende praktijken. ";

6° in paragraaf 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd:

"Voor de toepassing van lid 1, punt 1., wordt onder opleiding verstaan, een beroepsopleiding die het mogelijk maakt vaardigheden te verwerven die verband houden met activiteiten op het gebied van dienstencheques, alsmede een beroepsopleiding die de beroepsmobiliteit van werknemers binnen of buiten de dienstenchequesector bevordert. Wanneer de werknemer deeltijds tewerkgesteld is, wordt het minimumaantal te organiseren opleidingsuren aangepast volgens de door de Regering vastgestelde procedures. ";

7° in paragraaf 2, vijfde lid, dat lid 6 is geworden, worden de woorden ""Conseil économique et social de la Wallonie "" (Sociaal-economische raad van Wallonië)" vervangen door de woorden ""Conseil économique, social et environnemental de Wallonie"" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië).

Art. 2. In artikel *2bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 juni 2012 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt lid 1 vervangen als volgt:

"Indien de onderneming niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 2, § 2, lid 1 tot en met lid 3, gaat de gewestelijke tegemoetkoming in de kostprijs van de dienstencheques die bij de uitgiftemaatschappij voor terugbetaling worden ingediend, gedeeltelijk verloren. ";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "zal de nominale waarde van de dienstencheque en het volledige bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming in de kostprijs van de dienstencheques die bij de uitgiftemaatschappij voor terugbetaling worden ingediend, ingehouden worden" vervangen door de woorden "worden de nominale waarde van de dienstencheque en het volledige bedrag van de gewestelijke tegemoetkoming in de kostprijs van de dienstencheques die bij de uitgiftemaatschappij voor terugbetaling worden ingediend, ingehouden";

3° in paragraaf 2 wordt een lid ingevoegd, tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt:

"De Regering kan de diensten aanwijzen die de in de leden 1 en 2 bedoelde maatregel toepassen wanneer de onderneming niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarde van artikel 2, paragraaf 2, lid 1, e. ";

4° in paragraaf 2, voormalig lid 3, dat lid 4 is geworden, wordt het woord "ingehouden" vervangen door het woord "verloren";

5° in paragraaf 2, vierde lid, dat lid 4 is geworden, wordt 2° vervangen als volgt:

"2° de voorwaarden en de nadere regels met betrekking tot het verlies van de bedragen bedoeld in het eerste en het tweede lid, de storting en de bestemming ervan;";

6° het wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

"§ 3. Elk bedrag dat in het kader van deze wet moet worden terugbetaald of betaald aan de erkende onderneming, met inbegrip van de failliete erkende onderneming, kan zonder formaliteit door de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) worden bestemd voor de delging van schulden van de erkende onderneming aan deze dienst. ";

Art. 3. In artikel *2ter*, lid 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, worden de woorden " § 1," ingevoegd tussen de woorden "2bis" en de woorden "van de wet".

Art. 4. In artikel *3bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 juli 2011 en gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"De door de Regering aangewezen diensten kunnen de gebruiker verbieden dienstencheques te bestellen en te gebruiken gedurende een periode van één jaar indien de gebruiker opzettelijk :

1° heeft deelgenomen aan een door de onderneming gepleegde inbreuk op deze wet of haar uitvoeringsbesluiten of;

2° een situatie heeft doen ontstaan waarin een werknemer die is tewerkgesteld op basis van een arbeidsovereenkomst dienstencheques, tijdens de uitvoering van zijn werk wordt bedreigd of fysiek of psychisch wordt mishandeld;

3° een samenstel van al dan niet soortgelijke gedragingen heeft aangenomen, die zich over een bepaalde tijdspanne voordoen, die tot doel of tot gevolg hebben dat de persoonlijkheid, de waardigheid of de fysieke of psychische integriteit van een werknemer in het kader van een arbeidsovereenkomst dienstencheques tijdens de uitvoering van zijn werk wordt aangetast, dat een bedreigende, vijandige, beledigende, vernederende of kwetsende omgeving wordt gecreëerd en die zich met name uiten in eenzijdige woorden, intimidaties, handelingen, gebaren of geschriften. Dit gedrag kan verband houden met leeftijd, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging, politieke overtuiging, vakbondsovertuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, of handicap, een lichamenlijk of genetisch kenmerk, sociale afkomst, nationaliteit, vermeend ras, huidskleur, afstamming, nationale of etnische afkomst, geslacht, seksuele geaardheid, genderidentiteit en -expressie of;

4° zich schuldig heeft gemaakt aan ongewenst verbaal, non-verbaal of fysiek gedrag met een seksuele connotatie dat tot doel of gevolg heeft dat de waardigheid van een werknemer met een arbeidsovereenkomst dienstencheques wordt aangetast of een bedreigende, vijandige, beledigende, vernederende of kwetsende omgeving wordt gecreëerd.”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

”Dit verbod kan worden vernieuwd ten aanzien van een gebruiker die een van de in lid 1 genoemde handelingen heeft gepleegd, nadat hij reeds aan een dergelijk verbod onderworpen is geweest. In dit geval duurt de verbodsperiode, afhankelijk van de ernst van de feiten, tussen één en vijf jaar. ”.

Art. 5. In artikel 6 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° vóór lid 1 wordt een lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

”De gebruiker en de erkende onderneming sluiten een overeenkomst, die schriftelijk wordt vastgelegd. Deze overeenkomst moet ten minste de volgende informatie bevatten:

1° de toegestane taken;

2° een herinnering aan het verbod van discriminatie en intimidatie bij de uitvoering van de overeenkomst;

3° de voorwaarden volgens dewelke een geplande prestatie wordt geannuleerd;

4° de wijze waarop de erkende onderneming de schade zal herstellen die bij de uitvoering van de overeenkomst aan zaken of personen wordt toegebracht;

5° indien de gebruiker uitrusting of producten ter beschikking stelt, de verplichte kenmerken van de uitrusting of producten;

6° wanneer de activiteiten worden uitgevoerd in de woonplaats van de gebruiker, de modaliteiten volgens welke de erkende onderneming de woning van de gebruiker kan bezoeken om het welzijn van de werknemers tijdens de uitvoering van hun werkzaamheden te verzekeren. ”;

2° na het nieuwe lid 1 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

”Wanneer de in lid 1 bedoelde overeenkomst voorziet in de mogelijkheid de activiteiten uit te voeren in de woonplaats van de gebruiker, begeleidt de erkende onderneming de werknemer naar de plaats van uitvoering vóór de eerste uitvoering van de werkzaamheden of de buurtdienst, teneinde het welzijn van de werknemers tijdens de uitvoering van hun werkzaamheden te verzekeren. ”;

3° in voormalig tweede lid, dat lid 4 is geworden, worden de woorden ”de minimale bepalingen vaststellen” vervangen door de woorden ”de minimale vermeldingen aanvullen”.

Art. 6. In artikel 10, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, wordt een streepje toegevoegd, luidend als volgt:

”- het gendercriterium. ”.

Art. 7. In artikel 10^{ter} van dezelfde wet, hersteld bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 2 wordt 4° opgeheven;

2° het wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

” § 3. Wordt bestraft hetzij met een strafrechtelijke geldboete van 50 tot 500 euro, hetzij met een administratieve geldboete van 25 tot 250 euro, de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber die, in strijd met de wet:

1° de gebruiker heeft vertegenwoordigd voor de toepassing van artikel 3, § 2, eerste lid, of van artikel 6 van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques, of de werknemer vertegenwoordigt om de dienstencheques te ondertekenen;

2° niet voorrang heeft gegeven aan werknemers die tijdens hun deeltijdse tewerkstelling zijn ingeschreven bij een bevoegde openbare dienst voor tewerkstelling in België en die al dan niet, in voorkomend geval, aanspraak maken op een werkloosheidsuitkering, een leefloon of op financiële sociale hulp, voor het bekomen van een voltijdse dienstbetrekking of van een andere, al dan niet bijkomende, deeltijdse dienstbetrekking waardoor zij, met deze enige dan wel bijkomende dienstbetrekking, een nieuwe deeltijdse arbeidsregeling verkrijgen waarvan de wekelijkse arbeidsduur hoger is dan die van de deeltijdse arbeidsregeling waarin zij reeds werken;”;

3° de identificatiecodes van de gebruiker hield.”.

Art. 8. Artikel 10^{quater} van dezelfde wet, hersteld bij het decreet van 28 april 2016 en gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019, wordt vervangen als volgt:

”Art. 10^{quater}. § 1. Wordt bestraft met een administratieve geldboete van 50 tot 200 euro, de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber die, in strijd met de wet en haar uitvoeringsmaatregelen, de bij of krachtens artikel 2, § 2, eerste lid, k. of l. opgelegde verplichting niet heeft nagekomen.

De administratieve geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal niet-georganiseerde opleidingsuren en het aantal betrokken werknemers.

§ 2. Er wordt een administratieve geldboete van 10 tot 20 euro opgelegd aan een erkende onderneming die de in artikel 6, eerste lid, neergelegde verplichting niet heeft nageleefd.

De administratieve geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal overeenkomsten dat niet schriftelijk is vastgelegd.

§ 3. Er wordt een administratieve geldboete van 10 tot 100 euro opgelegd aan een erkende onderneming die onjuiste informatie verstrekt in verband met verzoeken om gedeeltelijke terugbetaling van opleidingskosten.

§ 4. Er wordt een administratieve geldboete van 10 tot 100 euro opgelegd aan de erkende onderneming die:

1° per jaar en per inrichtingseenheid van de erkende onderneming geen zestig procent van de nieuw aangeworven werknemers met een arbeidsovereenkomst dienstencheques in dienst heeft genomen die op het ogenblik van hun indienstneming werkloos of deeltijds werkzoekend zijn of recht hebben op het leefloon, indien zij niet door de door de Regering aangewezen diensten van deze verplichting is vrijgesteld;

2° geen persoon heeft die in de voorbije drie jaar heeft deelgenomen aan de informatiesessie over de dienstencheques, georganiseerd door de door de Regering aangewezen diensten en waarvan de inhoud wordt bepaald en opgesteld door de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

3° niet in overeenstemming is met de regel bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, i..;

4° niet heeft gecontroleerd of de prestaties betreffende de activiteiten van begeleid vervoer van personen met beperkte mobiliteit uitsluitend worden verleend ten behoeve van de gebruikers bedoeld in artikel 1, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques. "

Art. 9. In artikel 10^{quinquies} van dezelfde wet, hersteld bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, worden de woorden ", § 1 en 2" ingevoegd tussen de woorden "in artikel 10^{ter}" en de woorden "bedoelde inbreuk";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "artikel 10^{quater}" vervangen door de woorden "artikel 10^{ter}, § 3,".

Art. 10. In artikel 10^{sexies} van dezelfde wet, hersteld bij het decreet van 28 april 2016 en gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "strafrechtelijke" wordt telkens opgeheven;

2° de woorden ", § 2," ingevoegd tussen de woorden "10^{quater}" en de woorden "bedoelde inbreuken".

Art. 11. Artikel 10^{septies}/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 28 april 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 10^{septies}/2. Personen die strafrechtelijk of met administratieve geldboetes zijn veroordeeld als daders van of medeplichtigen van de in artikel 10^{ter} of 10^{quater} bedoelde inbreuken, worden hoofdelijk aansprakelijk gesteld voor de volledige betaling van de interventie en het bedrag van de aankoopprijs van de dienstencheque die ten onrechte aan de erkende onderneming zijn toegekend.

Personen die beschuldigd worden als daders of medeplichtigen van in artikel 10^{ter} of 10^{quater} bedoelde inbreuken zijn eveneens gehouden tot betaling van het volledige bedrag van de interventie en de aankoopprijs van de dienstencheque die ten onrechte aan de erkende onderneming is toegekend, wanneer de feiten die aan de preventie ten grondslag liggen, bewezen zijn verklaard en zij voordeel halen uit :

1° een schorsing van de uitspraak van de straf of een uitstel van de tenuitvoerlegging van de straffen, zoals bepaald door de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie;

2° een veroordeling door eenvoudige verklaring van schuld, zoals bepaald in artikel 21^{ter} van de inleidende titel van het Wetboek van Strafvordering;

3° de procedure voor veroordeling door eenvoudige verklaring van schuld, zoals bepaald in artikel 216 van de inleidende titel van het Wetboek van Strafvordering;

4° de verjaring van de strafvordering.

Natuurlijke en rechtspersonen zijn hoofdelijk aansprakelijk voor geldboeten en kosten die voortvloeien uit veroordelingen die krachtens de artikelen 10^{ter} tot en met 10^{septies}/1 zijn uitgesproken tegen hun werknemers of hun bestuurders, directeuren of vereffenaars in de uitoefening van hun functie, hetzij in rechte hetzij in feite. "

Art. 12. De bij artikel 1, 4°, ingevoegde wijziging treedt in werking op 1 januari 2023.

De punten k. en l., ingevoegd bij artikel 1, 5° en 6°, treden in werking op 1 januari 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Opgemaakt te Namen, op 9 december 2021

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
P. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waals Parlement 706 (2021-2022), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 8 december 2021.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/206030]

16 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et dans le marché du gaz

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, article 34bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, a), inséré par le décret du 17 juillet 2008;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, article 33, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, a), remplacé par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Vu le rapport du 11 février 2021, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de la CWaPE, donné le 24 mars 2021;

Vu l'avis du pôle « Energie », donné le 25 mars 2021;

Vu l'avis 70.404/4 du Conseil d'État, donné le 29 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la rétroactivité est nécessaire pour remédier à une contradiction avec un texte fédéral et qu'elle garantit la sécurité juridique du dispositif;

Sur proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité*

Article 1^{er}. L'article 7, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, est complété par un alinéa 8, rédigé comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er}, 2 et 5 et ce jusqu'à une date fixée par le Ministre de l'Energie, les mentions obligatoires des factures de régularisation et de clôture à destination des clients résidentiels ne sont pas tenues d'être organisées en rubriques telles que visées par le présent arrêté et peuvent figurer indifféremment sur le recto ou le verso de ces factures et également sur plusieurs pages. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz*

Art. 2. L'article 7, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz est complété par un alinéa 8, rédigé comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er}, 2 et 5 et ce jusqu'à une date fixée par le Ministre de l'Energie, les mentions obligatoires des factures de régularisation et de clôture à destination des clients résidentiels ne sont pas tenues d'être organisées en rubriques telles que visées par le présent arrêté et peuvent figurer indifféremment sur le recto ou le verso de ces factures et également sur plusieurs pages. ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Art. 4. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,
Ph. HENRY